

Baromètre de la confiance politique - vague 9

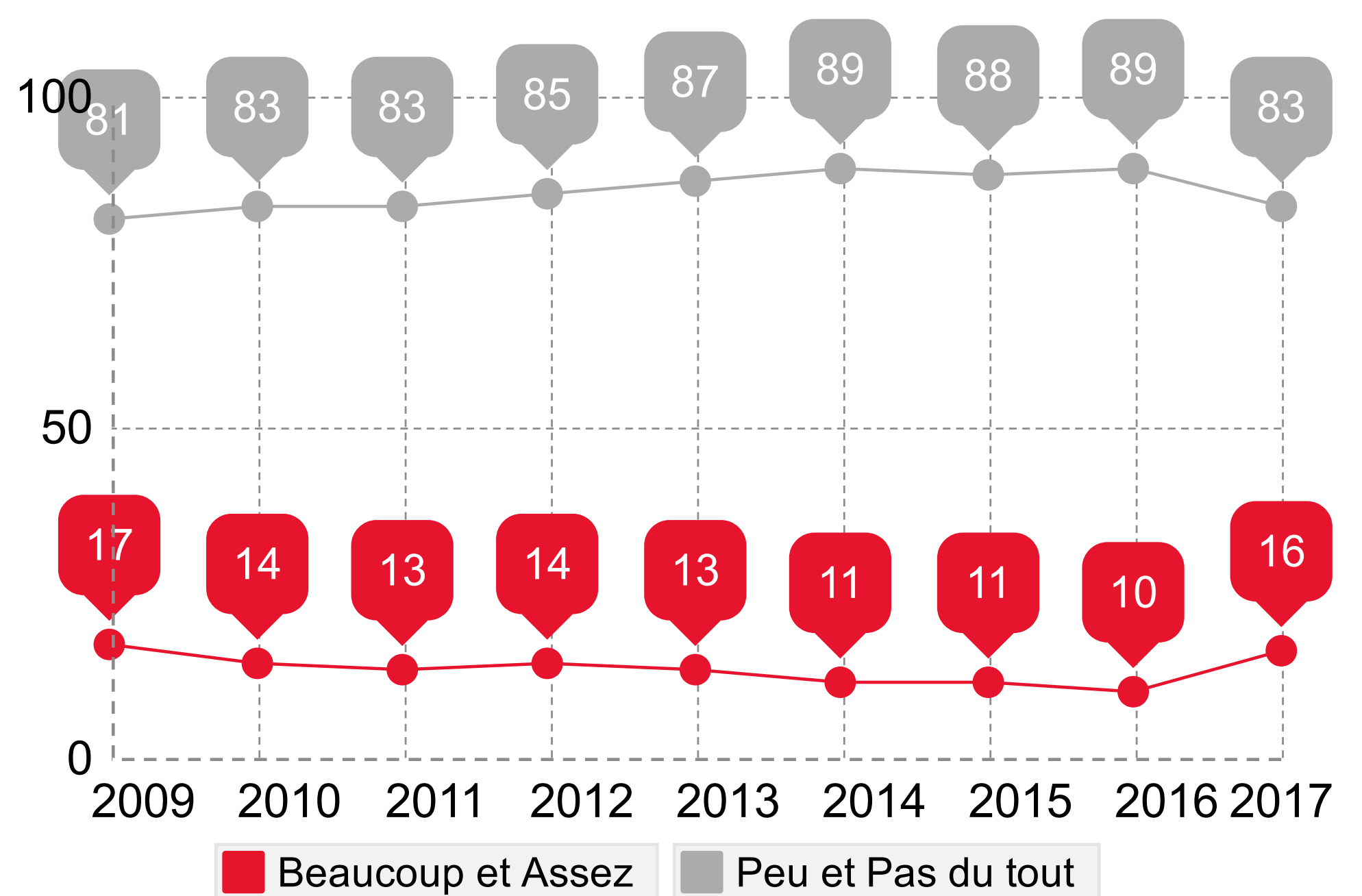
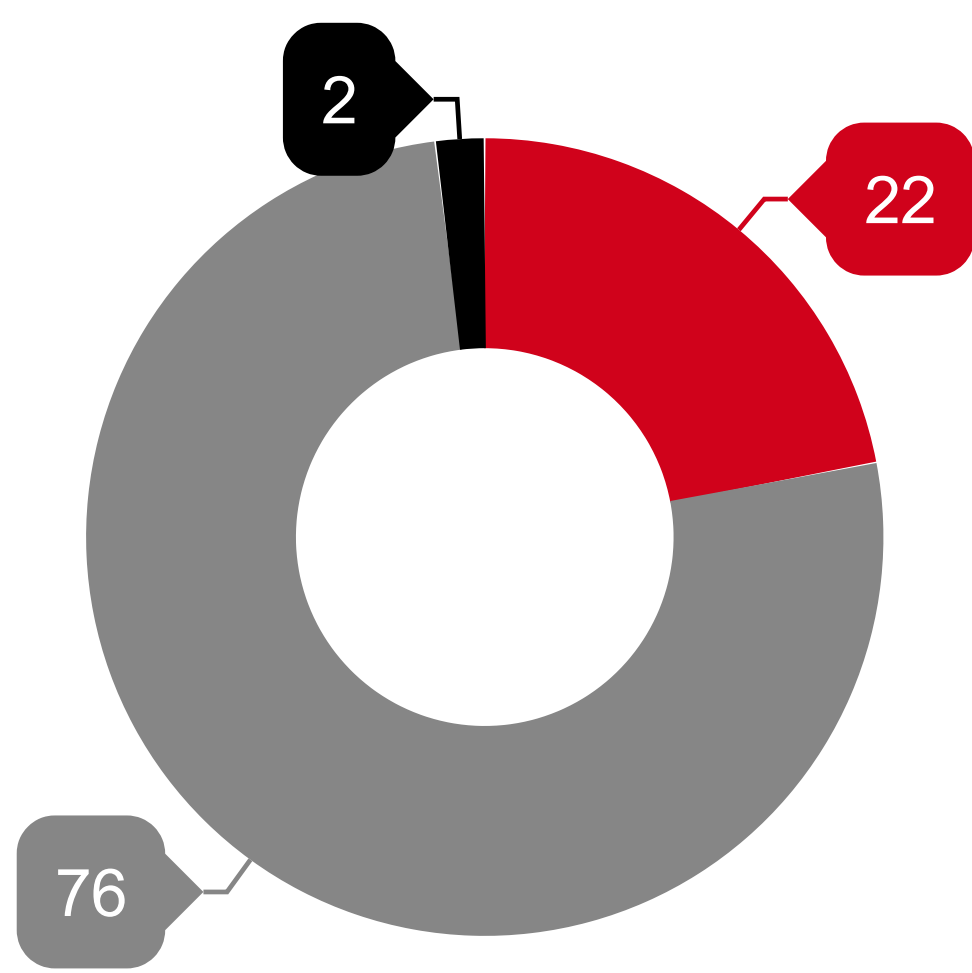


Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

Les exceptions confirment la règle de la défiance politique

Madani Cheurfa

L'enjeu : La défiance caractérise le rapport à la politique des Français. Elle en est la règle et la norme. Souffre-t-elle d'exceptions ? Quels acteurs ou institutions politiques recueillent les plus hauts niveaux de confiance dans ce contexte de défiance généralisée ?

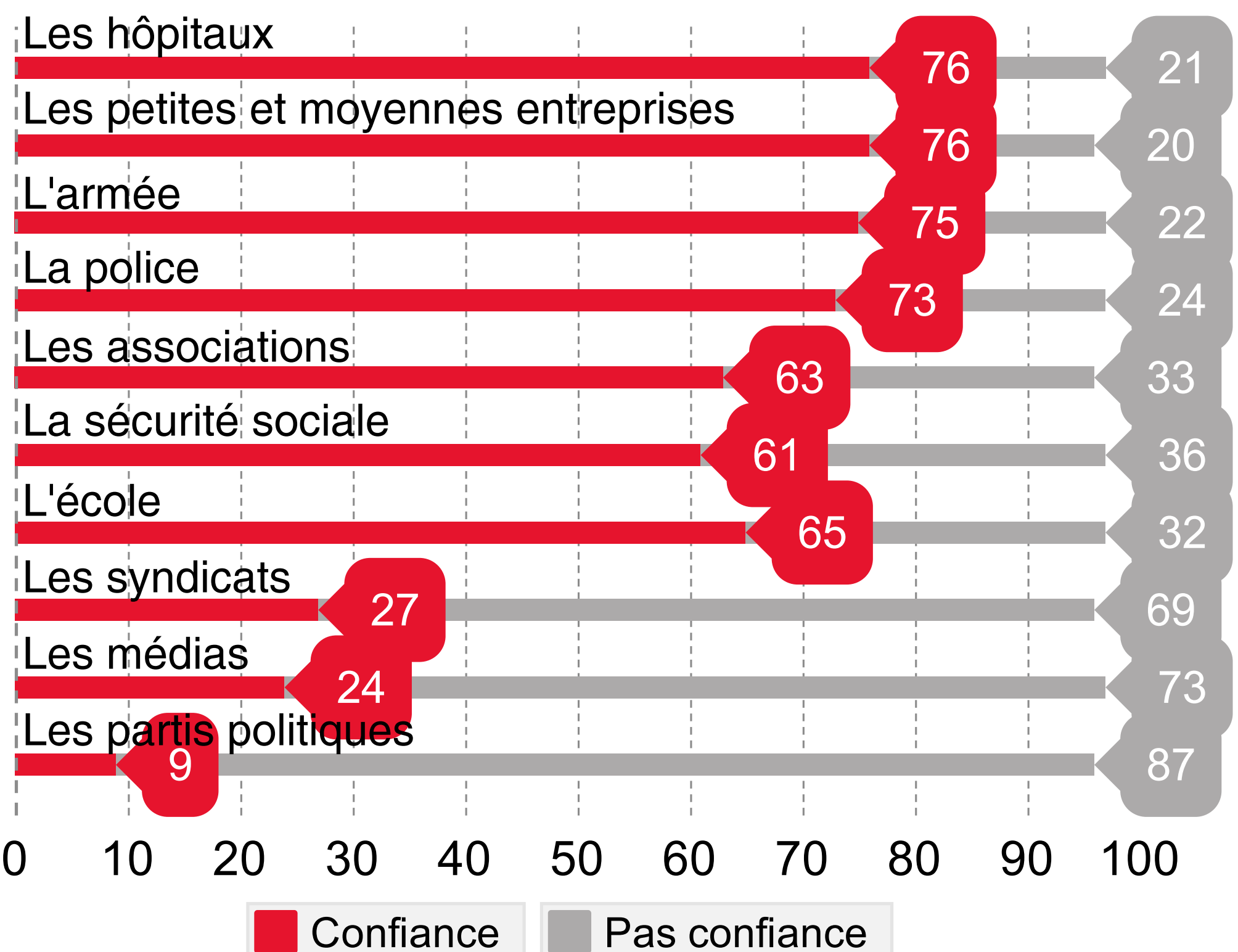
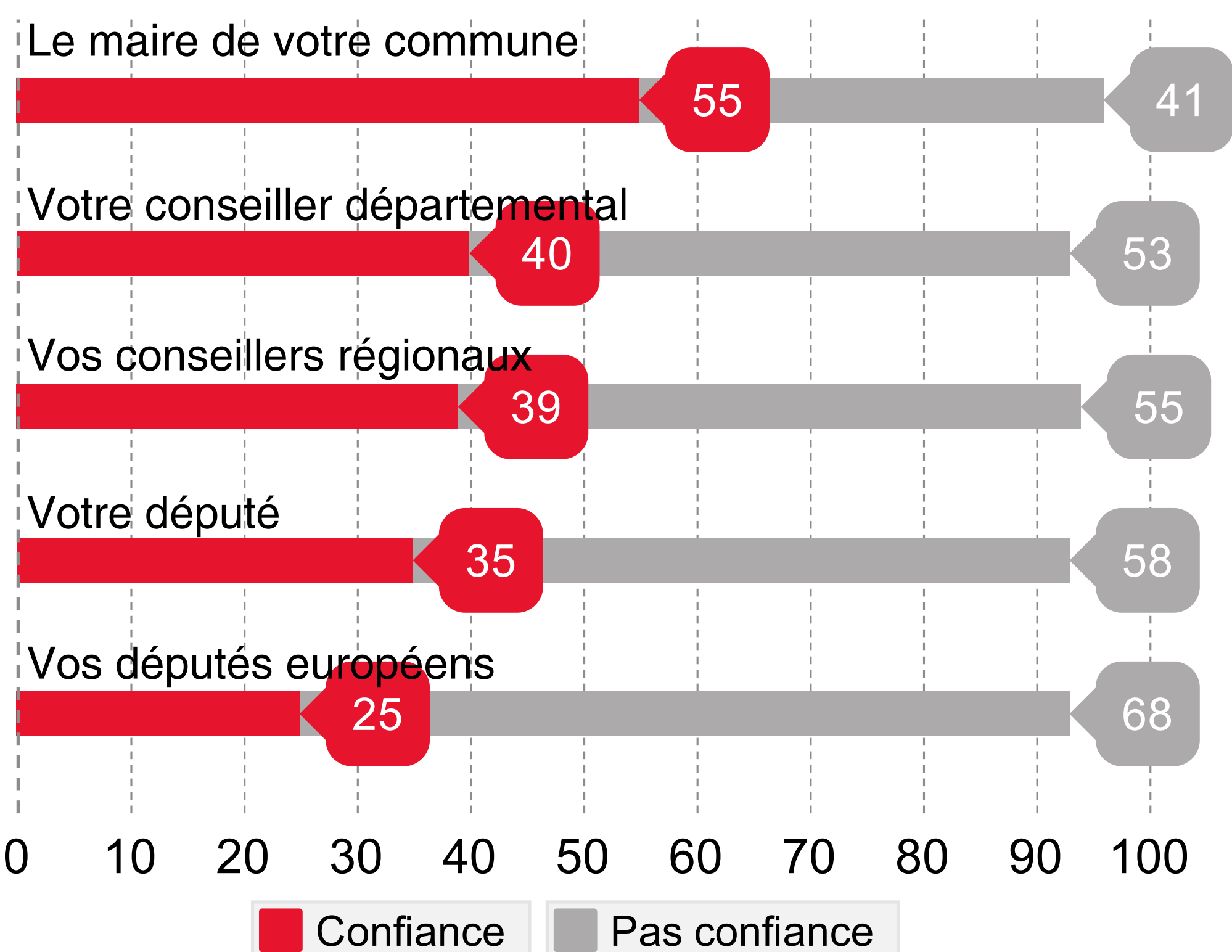


■ des sentiments positifs (22%) ■ des sentiments négatifs (76%) ■ NSP (2%)

■ Beaucoup et Assez ■ Peu et Pas du tout

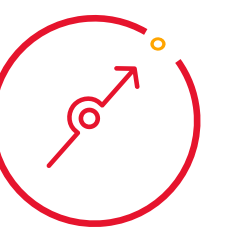
Quand vous pensez à la politique, pouvez-vous me dire ce que vous éprouvez d'abord ?

Est-ce que les responsables politiques, en général, se préoccupent de ce que pensent les gens comme vous ? (%)



Avez-vous confiance ou non dans les personnalités politiques suivantes (%) ?

Avez-vous confiance ou non dans les organisations suivantes (%) ?



La confiance politique a de multiples dimensions. Elle investit le rapport à autrui, aux règles du jeu politique et aux acteurs politiques. La présente note dévoile les mesures de cette confiance politique à partir des résultats du Baromètre de la confiance politique. Ces mesures nous conduisent à évoquer une confiance politique négative ou une défiance politique qui est devenue la règle et la norme. Les prolongements de la "société de défiance" (Y. Algan et P. Cahuc) dans le champ politique sont solidement ancrés et profondément enracinés, c'est ce que nous voudrions montrer avec les résultats de cette vague 9 de décembre 2017. Dans ce contexte de "défiance ordinaire" comme norme et comme règle, nous avons distingué des exceptions dans de précédentes notes. En effet, certains acteurs recueillaient plus de confiance que de défiance. Qui sont ces acteurs ? Aujourd'hui, la confiance est-elle maintenue ou en berne ? Sont-ils toujours des exceptions ?

I/ La confiance interpersonnelle en berne

Considérons, en premier lieu, une définition large de la politique : elle commence dans la relation à autrui. Si on accepte cette définition, il est évident que la confiance interpersonnelle est politique. La mesure de ce type de confiance présente un intérêt certain. Dans cette perspective, la proposition suivante est soumise aux enquêtés afin d'obtenir leurs opinions : « D'une manière générale, diriez-vous qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ou bien qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ». 69% des interrogés de la vague 9 du Baromètre de décembre 2017 sont d'accord avec la première option (66% en 2009, 70% en 2011, 75% en 2013, 74% en 2014, 71% en 2015, 73% en 2016) et seulement 29% répondent que l'on peut faire confiance à la plupart des gens. Un peu plus de deux personnes sur trois estiment ainsi que son rapport à l'autre n'est, ni a priori, ni en général, investi par la confiance. Cette défiance interpersonnelle se confirme par les réponses à cette autre question : « diriez-vous que vous faites confiance aux gens que vous rencontrez pour la première fois ». Les propositions "Tout à fait confiance" et "Un peu confiance" récoltent ensemble 40% des réponses des enquêtés en décembre 2017. On s'éloigne ainsi du pic atteint lors de la vague 7 de décembre 2015 avec 47% à cette même question.

Ces deux séries de mesure nous décrivent une confiance interpersonnelle en berne et qui continue de diminuer, elles établissent ainsi que la méfiance vis-à-vis d'autrui, un autre inconnu et non familial, est la valeur qui préside aux relations sociales. Cette valeur de méfiance est-elle aussi mobilisée lorsque l'on envisage, en deuxième lieu, une autre définition basique de la politique, à savoir le cadre de la vie publique et du jeu des acteurs politiques ?

II/ Un rapport à la politique associant intérêt, méfiance et dégoût

L'année 2017 a présenté une séquence politique composée de la primaire à gauche en janvier, de l'élection présidentielle en avril et mai, des élections législatives en juin ainsi que des élections sénatoriales en septembre. Cette séquence devrait avoir eu pour effet de susciter ou d'entretenir l'intérêt pour la politique. La comparaison entre les mesures de cet intérêt par notre Baromètre en décembre 2016 et en décembre 2017 pourrait permettre d'apporter un début de réponse.

En décembre 2016, 56% des personnes interrogées avaient dit s'intéresser, beaucoup et assez, à la politique (57% en 2013, 58% en 2014, 56% en 2015). Cette mesure est de 51% en décembre 2017, il s'agit-là du plus bas niveau depuis la première vague du Baromètre en décembre 2009. On pourrait envisager deux types de réponse, qui, loin d'être exclusifs l'un de l'autre, pourraient être cumulatifs. D'une part, cette baisse de l'intérêt est constitutive de l'achèvement d'une séquence électorale intense. Les stimuli pour l'entretenir s'étant éteints, l'intérêt pour la politique retombe. D'autre part, la défiance politique reste vivace et dégrade, cette année encore, l'intérêt pour la politique.

Pour tester la validité de cette hypothèse, il faudrait détenir la mesure de l'intérêt pour la politique en décembre 2012, après une séquence intense alors composée d'une élection présidentielle et d'élections législatives, comparable donc à la séquence de l'année 2017. En décembre 2012, 59% des personnes interrogées annonçaient s'intéresser à la politique, soit 8 points de plus qu'en décembre 2017. Il y aurait donc plus que la fin d'une période politique intense, on doit constater la poursuite de la montée de la défiance politique.

Si l'intérêt pour la politique concerne donc une personne interrogée sur deux, toutes peuvent néanmoins évoquer la façon dont elles perçoivent la politique, qu'elles s'y intéressent ou non. Quels sentiments et valeurs investissent ces perceptions ? Pour répondre à cette question, les différentes vagues du Baromètre proposent quatre sentiments positifs (Intérêt, espoir, respect, enthousiasme) et quatre sentiments négatifs (méfiance, dégoût, ennui, peur).

A chaque édition du Baromètre depuis décembre 2010, le duo de tête des réponses est constitué de deux des sentiments négatifs : la méfiance et le dégoût. Depuis cette date, la méfiance reste ancrée dans un intervalle compris entre 36 et 40% de niveau de réponses. Ce niveau de réponse pour ce premier sentiment est relativement étalé, à la différence du dégoût. Avec 25% de niveau de réponses, le dégoût vis-à-vis de la politique retrouve les niveaux qu'il avait connus lors des débuts de ce Baromètre et est désormais loin des pics de décembre 2014 ou de décembre 2015 (33%). Du côté des sentiments positifs, l'enthousiasme (1%) et le respect (2%) reçoivent le moins de réponses. L'espoir connaît une progression de trois points entre 2016 et 2017, de 5% à 8%. Les sentiments négatifs, en léger recul, prédominent, comme ils le font depuis que cette question est posée, en 2010. Ainsi, depuis cette date, la méfiance et le dégoût caractérisent-ils le rapport de défiance à la politique des personnes interrogées.

Si une personne sur deux s'intéresse à la politique, cet intérêt cohabite donc avec des sentiments négatifs vis-à-vis de cette même politique. On pourrait résoudre cette apparente contradiction en distinguant la politique comme lieu d'expression et de résolution des conflits qui, elle, semble intéresser et le personnel politique qui, lui, est rejeté. C'est que nous invitent à penser les réponses que les personnes interrogées apportent sur les questions de participation citoyenne aux délibérations ou aux prises de décisions politiques comme les référendums. En 2017, 73% des personnes interrogées sont d'accord avec l'idée que les référendums sont un bon moyen de décider sur les questions importantes, et 62% avec la proposition qu'il devrait y avoir des référendums sur la plupart des questions importantes. Si un accord positif est répandu et plutôt partagé sur davantage de possibilités de participation citoyenne à la vie politique, un autre accord, négatif, est tout aussi répandu contre le personnel politique. Ainsi, 83% de notre échantillon estime-t-il que les responsables politiques, en général, se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme lui, et cette opinion va croissante depuis 2009 avec 81% (Notons un pic en décembre 2016 avec 89%). Tous les acteurs politiques sont-ils discrédités ? Quelles sont les exceptions, au sein de ces acteurs politiques, à cette règle de la défiance ?



III/ Une confiance dans les acteurs de proximité en baisse

Pour évoquer les acteurs politiques, il faut distinguer les institutions et les fonctions. Le Baromètre, à travers ses différentes vagues, permet de mesurer le niveau de confiance à l'endroit de certaines institutions et certaines fonctions.

Dix institutions sont proposées à l'évaluation des personnes interrogées depuis le niveau le plus proche (conseil municipal) jusqu'au plus éloigné (les grandes conférences internationales, comme le G20 ou l'Organisation mondiale du commerce), en passant par le Sénat et l'Assemblée nationale. Le conseil municipal recueille le plus de confiance avec 64% (65% en 2015) contre 27% pour les grandes conférences internationales (26% en 2015). Un regard rétrospectif sur les différentes vagues nous permet de constater que le conseil municipal, depuis 2009, est l'institution en qui on a le plus confiance.

On perçoit aussi, à travers les résultats, que le niveau de confiance baisse au fur et à mesure que les institutions sont considérées comme éloignées des personnes interrogées. Il existe ainsi une véritable prime à la proximité : plus l'institution paraît proche, plus elle est perçue comme objet de confiance. Ainsi, depuis décembre 2009, le conseil municipal arrive-t-il en tête des opinions des personnes interrogées (53%), suivi du conseil départemental (43%) et du conseil régional (41%). Notons enfin que parmi les dix institutions proposées, seul le conseil municipal reçoit plus de 50% de confiance. Ces résultats apportent un autre enseignement par la comparaison avec les vagues précédentes et notamment celle de décembre 2016. Entre 2016 et 2017 conseil municipal est passé de 64% à 53%, le conseil départemental, de 56% à 43% et le conseil régional, de 54% à 41%. Une baisse de 11 à 13 points a affecté ces trois institutions. Ces institutions qui bénéficiaient de cette prime à la proximité que nous évoquions dans des notes précédentes depuis 2015 voient ce capital érodé et affecté à leur tour par la défiance politique.

En passant des institutions aux fonctions politiques, les constats sont identiques. Sept fonctions sont proposées aux personnes interrogées, depuis le maire jusqu'aux députés européens, en y ajoutant le président de la République et le Premier ministre. La figure du maire, à l'image du conseil municipal, est celle qui recueille le plus de confiance depuis 2009 : 55% en décembre 2017 (64% en 2016). Subséquemment, la défiance suit les échelons administratifs. Plus on s'éloigne de l'échelon municipal perçu comme le plus proche, plus le niveau de défiance est haut : quand le maire est à 55%, les députés européens sont à 25%. Il faut néanmoins remarquer que les fonctions les plus proches connaissent elles aussi une inflexion et sont affectées plus fortement que l'an passé par l'érosion de la défiance politique. Entre décembre 2016 et décembre 2017, la fonction de maire passe donc de 64% à 55%, celle de conseiller général, de 49% à 40%, celle de conseiller régional, de 48% à 39% de niveau de confiance. La fonction de maire est d'ailleurs la seule, parmi les sept fonctions, à obtenir un niveau de confiance supérieur à 50%.

La défiance semble affecter aujourd'hui des acteurs politiques, institutions comme fonctions, qui bénéficiaient d'une relative prime de proximité depuis les débuts de ce Baromètre, pourquoi ? Diverses explications pourraient être avancées, sans que les données actuelles du Baromètre ne permettent de trancher. Écartées d'une actualité politique de l'année 2017 concentrée sur les élections nationales, ces institutions ont-elles souffert d'un manque d'intérêt qui expliquerait tout ou partie de cette désaffection ? Nous sommes, ensuite, plus ou moins à mi-mandat pour ces institutions (2014-2020 pour le conseil municipal, 2015-2021 pour le conseil régional et le conseil départemental). Cette étape serait-elle l'occasion d'une évaluation des personnes interrogées sur un premier bilan de trois ans et qui serait mitigé ? Enfin, la relation de proximité tant évoquée connaîtrait-elle une évolution qui correspondrait à un changement dans les attentes des citoyens : la proximité ne serait plus la manifestation et la concrétisation d'un pouvoir local non loin de soi ou de son quotidien ("Ici la Région investit pour vous") mais résiderait davantage dans la perception qu'ont les citoyens sur la qualité du service rendu par la collectivité.

Conclusion : La fin des exceptions ?

Les acteurs et les institutions qui exercent des rôles de représentation et de médiation politiques sont toujours plus rejetés. Telle est la règle de la défiance politique. La proximité de certains acteurs ne semble plus protéger de cette défiance, à l'instar du conseil municipal et du maire. On retrouve d'ailleurs cette défiance vis-à-vis d'autres acteurs qui ont un rôle important dans la vie démocratique : les syndicats, les médias et les partis politiques. Ces derniers continuent de pâtir d'une forte défiance. Entre décembre 2016 et décembre 2017, les syndicats passent de 11% à 9% de niveau de confiance, les médias restent à 24%, les syndicats passent de 29% à 27%. Il faut regarder à l'autre extrémité de l'échelle pour constater les hauts niveaux de confiance reçus par les hôpitaux (76%), les PME (76%), l'armée (75%) et la police (73%), cependant, ces scores ne doivent pas masquer une baisse par rapport à décembre 2016 lorsque les hôpitaux obtenaient 83%, les PME, 81%, l'armée, 82% et la police 73% de niveau de confiance.

On constate ainsi que les acteurs qui assurent une mission de protection ou une fonction de proximité sont à leur tour affectés par la défiance qui est devenue la règle qui détermine notre rapport à la politique quelle que soit la définition donnée à ce terme. Les exceptions le sont de moins en moins et elles confirment la règle.

L'auteur

Madani Cheurfa

madani.cheurfa@sciencespo.fr

Les données et les résultats



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



@CEVIPOF



fb.com/ComCevipof/

Edition

Madani Cheurfa

Odile Gaultier-Voituriez